

STATUTS MODIFIES

FOND'ACTION MIEUX VIVRE EN TERRES D'OC

**202 Avenue de Pélissier
81031 ALBI Cedex 09**

En date du 1^{er} juin 2022

Certifiés conformes

Nicolas LLOPART

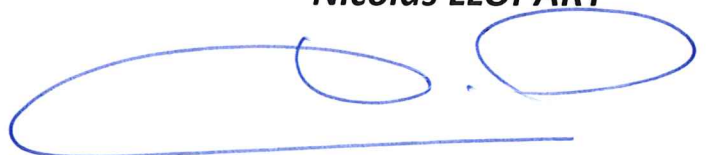


Table des matières :

Préambule	3
Titre 1 : Constitution	3
Art. 1 : Création et dénomination	3
Art. 2 : Objet du fonds et moyens d'action	3
Art. 3 : Siège social	4
Art. 4 : Durée	4
Titre 2 : Administration et fonctionnement	4
Art. 5 : Fondateur	4
Art. 6 : Le Conseil d'Administration	4
Art. 6-1 : Composition - mode de désignation - durée du mandat.....	4
Art. 6-2 : Révocation des membres.....	5
Art. 6-3 : Rémunération des membres	5
Art. 6-4 : Attributions	5
Art. 6-5 : Réunion et délibération	6
Art. 7 : Le Président du Conseil d'Administration.....	7
Art. 8 : Le Trésorier et le Secrétaire	7
Art. 9 : Le Directeur	7
Art. 10 : La politique d'investissement	8
Art. 11 : Règlement intérieur	8
Titre 3 : Dotation initiale et ressources.....	8
Art. 12 : La dotation initiale	8
Art. 13 : Les ressources	8
Art. 14 : Exercice social	9
Art. 15 : Etablissement des comptes	9
Titre 4 : Relations entre le fonds et les donateurs.....	9
Art. 16 : Convention avec les donateurs	9
Titre 5 : Modification des statuts et dissolution.....	10
Art. 17 : Modification des statuts.....	10
Art. 18 : Dissolution.....	10
Art. 19 : Publicité et pouvoirs.....	10
Annexe 1 : Désignation des premiers administrateurs	11

Préambule

➤ L'UMT-Mutualité Terres d'Oc,

Union Mutualiste Territoriale de Livre III, dont le siège est situé 202 avenue de Pélissier, ALBI (81000), identifiée au SIREN sous le numéro 775711674 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ALBI,
Représentée par son Président en exercice, Monsieur Nicolas LLOPART,

A décidé de constituer un fonds de dotation visant à mettre en œuvre ou soutenir toute action d'intérêt général concourant à l'amélioration de la prise en charge de ses bénéficiaires pour l'ensemble de ses activités et à son rayonnement territorial.

Le Conseil d'Administration de l'UMT, lors de sa séance du 07 septembre 2021 a autorisé par délibération prise à la majorité des votes exprimés, le principe de la création du présent Fonds de dotation.

Titre 1 : Constitution

Art. 1 : Création et dénomination

Il est constitué un fonds de dotation régi par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, complétée depuis par la loi 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire (dite « loi ESS ») et modifiée par l'ordonnance 2016-315 du 17 mars 2016 et en dernier lieu par la loi 2019-486 du 22 mai 2019 (dite « loi PACTE »).

Le fonds de dotation est dénommé :

« FOND'ACTION MIEUX VIVRE EN TERRES D'OC »

Il est dénommé ci-après « le fonds ».

Le fonds est créé par déclaration à la préfecture du département du TARN (81). Cette déclaration est assortie du dépôt de ses statuts. Le fonds jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication au Journal officiel de la déclaration faite en préfecture.

Art. 2 : Objet du fonds et moyens d'action

Le fonds a pour objet d'apporter au fondateur les moyens humains, matériels, financiers ou tout autre moyen supplémentaire susceptible de mettre en œuvre ou de soutenir toute action d'intérêt général, dont notamment dans les domaines de la santé, du handicap, de l'innovation, de l'art et de la culture, de l'éducation, scientifique, social, humanitaire, sportif et culturel concourant à l'amélioration de la prise en charge des bénéficiaires de l'UMT Mutualité Terres d'Oc pour l'ensemble de ses activités et à son rayonnement territorial.

Afin de réaliser son objet, le fonds propose de recourir notamment aux moyens d'actions suivants :

- Attribution de tout type de soutien, notamment financier, au fondateur ou à des associations et organismes sans but lucratif intervenant dans le champ de son objet,
- Soutien direct ou indirect à des personnes physiques qui développent des actions, recherches ou activités conformes à son objet,
- Réalisation d'actions de coopération avec des associations et organismes sans but lucratif intervenant dans le champ de son objet,
- Organisation et mise en œuvre de toute opération visant à la promotion des activités du fonds,
- Mise en œuvre de tout autre moyen, de toute nature, qui lui apparaît utile à la poursuite de son objet et conforme à la loi et aux règlements.

Art. 3 : Siège social

Le siège social du fonds est fixé au « 202 avenue de Pélissier - 81031 ALBI Cedex 09 ».

Art. 4 : Durée

Le fonds de dotation est créé pour une durée indéterminée.

Titre 2 : Administration et fonctionnement

Art. 5 : Fondateur

Le fondateur du fonds est l'UMT-Mutualité Terres d'Oc, dont le siège social est situé 202 avenue de Pélissier - 81031 ALBI Cedex 09, représentée à l'effet des présentes par son Président en exercice, Monsieur Nicolas LLOPART.

Art. 6 : Le Conseil d'Administration

Art. 6-1 : Composition - mode de désignation - durée du mandat

Le Conseil d'Administration est composé de 3 membres au minimum et 15 membres au maximum, personnes physiques ou morales.

L'UMT, en tant que fondateur, est membre de droit et Président du Conseil d'Administration. L'UMT est représentée par son Président en exercice.

Le fondateur nomme parmi les membres du conseil un Trésorier et un Secrétaire pour une période de trois ans. Leur mandat est renouvelable sans limitation du nombre.

Les autres membres du Conseil sont nommés par le fondateur pour une durée de trois ans renouvelable sans limitation du nombre.

Les membres du Conseil d'Administration disposent chacun d'une voix délibérative.

Lorsque l'administrateur est une personne morale, cette dernière est tenue de désigner un représentant personne physique qui est soumis aux mêmes obligations et conditions et qui encourt la même responsabilité civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre.

Le fonds de dotation est tenu de faire connaître à l'autorité administrative, dans les trois mois, tous les changements survenus dans son administration, notamment les changements de membres et les changements d'adresse du siège social.

La liste des premiers administrateurs est annexée aux présents statuts.

Le Conseil d'Administration peut constituer des commissions de travail spécialisées, dont il fixe les missions et la composition suivant des modalités définies au sein du règlement intérieur.

Art. 6-2 : Révocation des membres

En cas de vacance par décès, démission ou empêchement définitif d'un administrateur, le Conseil d'Administration pourvoit à son remplacement dans le mois suivant la constatation de la vacance. Les fonctions du nouveau membre prennent fin à la date à laquelle aurait expiré le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Art. 6-3 : Rémunération des membres

Les membres du Conseil d'Administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Des remboursements de frais sont possibles, pour leur montant réellement exposé et sur présentation de justificatifs.

Art. 6-4 : Attributions

Le Conseil d'Administration du fonds est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tout acte ou opération permis au fonds dans le cadre de son objet social.

Le Conseil d'Administration règle, par ses délibérations, les affaires du fonds et notamment :

- Il est légalement compétent pour arrêter seul la stratégie, le programme d'actions et la politique générale du fonds. Il arrête notamment la politique d'investissement du fonds de dotation afin d'assurer, dans la durée, des rendements permettant de contribuer significativement au financement des projets éligibles dans le cadre d'un niveau de risque qu'il jugera acceptable.
- Il arrête le quantum des ressources disponibles du fonds de dotation devant être allouées au financement de l'ensemble des projets éligibles.
- Il donne son accord pour l'attribution des dotations qui sont susceptibles d'être apportées au fonds, le cas échéant.
- Il accepte les libéralités faites au fonds, et autorise, en dehors de la gestion courante, les acquisitions et cessions de biens mobiliers et immobiliers, les marchés, les baux, et les contrats de location, la constitution d'hypothèques et les emprunts ainsi que les cautions et garanties accordées au nom du fonds,
- Il approuve le rapport d'activité défini à l'article 8 du décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation.
- Il approuve la décision pour faire appel à la générosité publique tel que prévu au III de l'article 140 de la loi n°2008-776 de modernisation de l'économie.
- Il vote le budget.
- Il est responsable de la production des comptes annuels du fonds et, à ce titre, répond aux éventuelles demandes d'explications du commissaire aux comptes.

- Il approuve les comptes de l'exercice clos qui lui sont présentés avec les pièces justificatives.
- Il fixe les conditions de recrutement et de rémunération du personnel.
- Il désigne, le cas échéant, un commissaire aux comptes lorsque le montant total des ressources du fonds de dotation dépasse 10 000 € à la fin de l'exercice.
- Il adopte le cas échéant le règlement intérieur.
- Il autorise l'exercice des actions en justice et les transactions.
- Il délibère sur l'affectation du boni de dissolution du fonds de dotation.

Art. 6-5 : Réunion et délibération

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par an, et chaque fois que le Commissaire aux comptes le demande, sur convocation de son Président, qui fixe l'ordre du jour des réunions.

Il peut se réunir à distance, par tout moyen utile (visioconférence notamment).

La convocation est adressée à chacun des membres du Conseil huit jours au moins avant la date de la réunion par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par lettre remise en main propre contre reçu, ou, sous réserve qu'il soit donné une confirmation écrite de la réception de la convocation par le destinataire, par tout procédé et notamment par lettre simple, télécopie ou courrier électronique.

La convocation précise l'ordre du jour de la réunion arrêté par le Président du Conseil d'Administration, ainsi que ses lieux, date et heure. Elle est accompagnée des documents nécessaires aux délibérations.

Le Président peut inviter toute personne jugée utile à la tenue du Conseil d'Administration du fonds avec voix consultative.

Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si le fondateur est présent, ainsi que la majorité de ses membres ayant voix délibérative. Si ce quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle convocation, huit jours avant la tenue de la réunion, dans les mêmes conditions.

Les membres du Conseil sont tenus d'assister personnellement aux séances du Conseil. En cas d'empêchement, un membre peut donner pouvoir à un autre membre du Conseil d'Administration pour le représenter. Chaque membre ne peut toutefois détenir plus d'un pouvoir.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Le Président signe le procès-verbal des séances du conseil d'administration, qui sera communiqué aux membres du conseil d'administration.

Toutefois, les délibérations suivantes du Conseil d'Administration sont prises :

- à la majorité relative des membres présents ou représentés pour ce qui touche au fonctionnement courant du fonds ; en cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante ;
- à la majorité des deux-tiers des membres présents ou représentés pour les décisions et engagements concernant le choix des projets soutenus par fonds ;

- à la majorité qualifiée des trois quarts des membres du Conseil d'Administration ayant une voix délibérative, présents ou représentés, pour l'adoption et la modification des statuts et du règlement intérieur le cas échéant, ainsi qu'en cas de dissolution du fonds.

Art. 7 : Le Président du Conseil d'Administration

L'UMT, représenté par son Président en exercice, est le Président du Conseil d'Administration.

Le Président représente le fonds en justice et dans tous les actes de la vie civile du fonds.

Les fonctions de Président du Conseil d'Administration du fonds sont exercées à titre bénévole. Les frais engagés dans ce cadre sont remboursables sur présentation des justificatifs.

Art. 8 : Le Trésorier et le Secrétaire

Le Trésorier et le Secrétaire sont chargés :

- D'établir chaque année des comptes comprenant au moins un bilan et un compte de résultat,
- De publier les comptes précités dans les six mois suivant l'expiration de l'exercice,
- D'établir un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public,
- De déposer chaque année en préfecture un rapport d'activité auquel sont joints le rapport éventuel du commissaire aux comptes et les comptes annuels.

Art. 9 : Le Directeur

Le Président du Conseil d'Administration nomme un Directeur qui est obligatoirement le Directeur de l'UMT-Mutualité Terres d'Oc.

Le Directeur a vocation à assister le Président dans l'exercice de ses fonctions.

A ce titre, le Directeur :

- Prépare et exécute le budget du fonds,
- Peut recevoir pouvoir du Conseil d'Administration pour accepter les libéralités dans les limites fixées par ce dernier,
- Veille au respect de la politique de placement arrêtée par le Conseil d'administration,
- Prépare, en lien avec le Président et le Trésorier, les délibérations du Conseil d'administration,
- Exécute et suit les actions décidées par le Conseil d'administration,
- Coordonne la communication avec les donateurs,
- Établit le rapport d'activité et le présente à l'approbation du Conseil d'administration,
- Recrute et dirige le personnel du fonds de dotation.

Le Directeur assiste aux séances du Conseil d'administration avec voix consultative.

Les fonctions de Directeur sont exercées à titre gratuit.

Les frais engagés dans le cadre de sa mission lui sont remboursables sur présentation des justificatifs.

Art. 10 : La politique d'investissement

Le fonds est considéré comme un investisseur non professionnel.

Le Conseil d'Administration définit la politique d'investissement du fonds de dotation. Cette politique a pour objet de faire fructifier les sommes apportées au fonds de dotation afin de permettre un financement régulier des œuvres ou des missions d'intérêt général que le fonds a pour objet de soutenir. Elle précise notamment le niveau des risques d'investissement tolérés, le mode de gestion des placements et la procédure de sélection des sociétés et organismes de gestion.

La politique d'investissement est réexaminée chaque année par le Conseil d'Administration au vu des résultats constatés.

Le fonds de dotation s'interdit les pratiques dangereuses ou peu éthiques, telles la vente de titres à découvert ou l'achat de titres sans disposer des liquidités correspondantes. L'accord préalable du Conseil d'Administration doit être recueilli avant tout emprunt.

Les choix de placements financiers doivent être cohérents avec les œuvres et les missions d'intérêt général dont le fonds a pour objectif de soutenir la réalisation.

Art. 11 : Règlement intérieur

Sur proposition du Président, un règlement intérieur pourra être adopté par le Conseil d'Administration du fonds, pour préciser et compléter en tant que de besoin les présentes dispositions statutaires.

Titre 3 : Dotation initiale et ressources

Art. 12 : La dotation initiale

Le fondateur doit apporter une dotation initiale en numéraire d'au moins 15 000 € (loi 2008-776 du 4 août 2008, art. 140, III al. 2 ; décret 2009-158 du 11 février 2009 et décret n° 2015-49 du 22 janvier 2015).

Des dotations peuvent être ultérieurement apportées au fonds de dotation avec l'accord du Conseil d'Administration.

Le fonds peut consommer totalement ou partiellement la dotation initiale pour les besoins de la réalisation de l'objet du fonds de dotation, sur décision du Conseil d'Administration qui en précisera les modalités.

Art. 13 : Les ressources

Les ressources du Fonds de dotation comprennent :

- la quote-part de la dotation en capital, dont le Conseil d'Administration du Fonds autorise la consommation ;

- les revenus de la dotation en capital ;
- les sommes reçues suite à un appel public à la générosité dans le cadre des autorisations administratives délivrées à cet effet, sauf décision du Conseil d'Administration d'affecter lesdites sommes à la dotation en capital ;
- les produits des activités prévues aux statuts ;
- les produits d'éventuelles rétributions pour services rendus et produits vendus ;
- toutes autres ressources non interdites par la loi.

Art. 14 : Exercice social

L'exercice social du fonds de dotation a une durée d'un an correspondant à l'année civile, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Par exception, le premier exercice débute à la date de la signature des statuts et s'achève le 31 décembre 2022.

Art. 15 : Etablissement des comptes

Les comptes du fonds de dotation comprennent un bilan, un compte de résultat et une annexe. Ils sont établis suivant les règles énoncées par le règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, modifié pour les fondations et fonds de dotation suivant l'avis n° 2009-01 du 5 février 2009 du Conseil national de la comptabilité. Ils font ressortir la traçabilité des dons affectés.

Lorsque le montant des ressources dépasse 10 000 €uros en fin d'exercice, le Conseil d'Administration du fonds de dotation nomme un commissaire aux comptes et un suppléant pour six exercices. Les comptes annuels sont mis à sa disposition quarante-cinq jours avant la réunion du Conseil d'Administration à l'approbation duquel ils sont soumis.

Dans un délai de six mois suivant la fin de l'exercice, le fonds de dotation publie ses comptes annuels. Il assure leur publication sur le site Internet de la Direction de l'information légale et administrative.

L'annexe des comptes annuels comprend le compte d'emploi des ressources collectées auprès du public, accompagné des informations relatives à son élaboration.

Les contributions volontaires en nature ou en industrie font l'objet d'une évaluation tant en produits qu'en charges portée au pied du compte de résultat.

Titre 4 : Relations entre le fonds et les donateurs

La qualité de donateur ne permet pas de droit de participer à la gouvernance du fonds.

Art. 16 : Convention avec les donateurs

Dans les conditions définies par le Conseil d'Administration, et par le règlement intérieur le cas échéant, certaines donations ou dons ou services rendus dans le cadre de l'objet du fonds, conduiront à la signature d'une convention avec le donateur qui décrit les engagements réciproques des deux parties.

Le fonds pourra envisager certaines actions de remerciement vis-à-vis des donateurs.

Titre 5 : Modification des statuts et dissolution

Art. 17 : Modification des statuts

Toute modification des statuts doit avoir l'accord du membre fondateur et être votée à la majorité qualifiée des trois quarts des membres du conseil d'administration ayant une voix délibérative.

Les statuts modifiés seront transmis sans délai au représentant de l'Etat dans le département.

Les statuts modifiés doivent faire l'objet d'une publication. Les statuts modifiés ne sont opposables aux tiers qu'à compter de leur publication.

Art. 18 : Dissolution

Le présent fonds de dotation peut être dissout volontairement dans les conditions prévues pour une modification statutaire.

Le Conseil d'Administration délibère sur l'affectation de l'actif net restant conformément à l'objet social du fonds.

La délibération du Conseil d'Administration est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au préfet, qui dispose d'un délai de 7 jours pour s'y opposer en cas d'utilisation de l'actif net restant non conforme à l'objet du fonds. Dans ce cas, ou à l'expiration d'un délai de 6 mois, l'actif net du fonds sera, à sa liquidation, transféré à un autre fonds de dotation ou à une fondation reconnue d'utilité publique.

Une dissolution judiciaire peut être prononcée en cas de dysfonctionnements graves.

Art. 19 : Publicité et pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Fondateur et à ses frais.

Dont acte sur dix (10) pages et une (1) annexe,

Fait à ALBI,

Le 23 Septembre 2021,

Modifié le 1^{er} juin 2022,

En trois exemplaires originaux, dont un pour le dépôt en Préfecture.

Pour l'UMT-Mutualité Terres d'Oc,
Le Président,



M. Nicolas LLOPART